



« Gilets jaunes » :

la révolte des ronds-points

Par Florence Aubenas

Reportage

Publié le 15 décembre 2018 à 06h06 - Mis à jour le 17 décembre 2018 à 07h25

Florence Aubenas et le photographe Edouard Elias racontent cette France qui se retrouve depuis un mois sur les carrefours giratoires.

Deux bâches sont tendues en plein vent sur une charpente en bois récupéré. Un coin fait cuisine, Butagaz, table bricolée. Deux canapés occupent le fond, un générateur, quatre drapeaux français et le sapin de Noël, apporté par un club de motards. C'est « la cahute », appellation officielle : combien y en a-t-il aujourd'hui en France, posées sur le bord des ronds-points ? Celle-là est à côté du Leclerc, à l'entrée de Marmande (Lot-et-Garonne). « *On dirait un campement roumain* », jubile Adélie. Des flammes s'élancent de trois gros bidons.

Adélie a 28 ans, employée aux pompes funèbres, sa vocation. A ceci près que la spécialité est verrouillée dans le coin et travailler plus loin revient trop cher en essence, en garde d'enfant, en temps. Bref, chômeuse. En fait, à cet instant précis, Adélie s'en fout. Depuis quand sa vie ne lui avait pas semblé si excitante ? Laisser le téléphone allumé en rentrant à la maison. Ne plus regarder les dessins animés avec la petite, mais les infos. Parler à des gens auxquels elle n'aurait jamais osé adresser la parole, Stéphane par exemple, avec sa barbichette tortillée en deux tresses et sa dégaine de gouape. Un routier, en fait, adorable. « *Sinon, on fait quoi de nos journées ?* », dit Adélie. Etre au cœur du réacteur, cette fois au moins.

On est le 6 décembre, il est midi. Trois semaines que le mouvement a démarré, avec l'impression, ici, que tout ne fait que commencer. Un noyau de 150 « gilets jaunes » occupent par roulement le rond-point Leclerc. « *Macron, nous te retirons ta Légion d'honneur* », proclame la pancarte.

A la ronde, deux autres ronds-points sont aussi occupés, chacun avec son identité et sa cahute : celui du Leclerc est le plus gros, la vitrine locale du mouvement, le rond-point VIP, baptisé « le QG ». Là se brassent les nouvelles, vraies ou fausses. Bruxelles ne veut plus d'agriculteurs en France, vous êtes au courant ? Les banques vont faire faillite, l'argent sera bloqué, retirez tout ce que vous avez. Quelqu'un a vu l'adjudant de la gendarmerie, celui qui est beau gosse ? Le seul sujet dont personne ne parle, c'est le moratoire pour la taxe sur les carburants, que vient juste d'annoncer le gouvernement. La hausse de son montant avait déclenché le mouvement, mais ça n'intéresse plus personne. Trop tard. Tant pis. Déjà ailleurs. Certains ne sont même pas au courant.

Trois dames, employées dans une grande surface – dont l'une tricote aussi des bonnets pour 2 euros –, rangent des fromages dans une glacière. La plus jeune a sauté le déjeuner. Trop cher. Il faut s'habituer à entendre l'expression, elle revient sans cesse sur le rond-point. « *Moi, c'est pareil, sauf le dimanche de la Fête de la mère* », précise la tricoteuse. « *Mais ici, c'est gratuit, on pourrait manger* », glisse la troisième. La plus jeune râle : « *Ah non, j'ai peur d'y prendre goût.* »

Les syndicats de routiers FO-transports et la CGT ont annoncé une grève illimitée. Les paysans devraient les rejoindre, les lycéens aussi. La France pourrait être paralysée. Devant la cahute, les gendarmes boivent le café. « *Vous défendez tout le monde ou quoi ?* », risque un gradé. « *On ne défend pas tout le monde, on défend M. et M^{me} Tout-le-Monde. Vous voyez la nuance ?* »

Vendredi 7 décembre, rond-point de la Satar, 9 heures

Coralie arrive la première. A son mari, apiculteur, certains sont allés dire : « *On a vu ta femme sur le rond-point avec des voyous et des cas soc'.* » « *Moi aussi, je suis un cas social* », constate Coralie, 25 ans. Elle a mis un temps à digérer le mot, mais « *objectivement* », dit-elle, c'est bien celui qui pourrait la définir. Elle vient de déposer à l'école ses deux fils d'un premier mariage. Garde le souvenir amer d'un élevage de chevaux catastrophique. Aimerais devenir assistante maternelle. Il fait très froid, il faudrait rallumer le feu éteint dans le bidon. « *Qu'est-ce que je fais là ?* », se demande Coralie. Et puis, un grand gars arrive, qui voudrait peindre un slogan sur une pancarte. « *Je peux écrire "Pendaïson Macron" ?* », il demande.

« *Vas-y, fais-toi plaisir* », dit Coralie. Personnellement, elle ne voit aucune urgence à pendre Macron. Et alors ? On affiche ce qu'on veut. Le gilet jaune lui-même sert à ça, transformer chacun en homme-sandwich de son propre message, tracé au feutre dans le dos : « *Stop au racket des citoyens par les politiques* » ; « *Rital* » ; « *Macron, tu te fous de ton peuple* » ; « *Non au radar, aux 80 km/h, au contrôle technique, aux taxes, c'est trop* » ; « *18 ans et sexy* » ; « *Le ras-le-bol, c'est maintenant* » ; « *Marre d'avoir froid* » ; « *Fatigué de survivre* » ; « *Staff du rond-point* » ; « *Frexit* » ; « *Le peuple en a assé, Macron au buchet.* »

Depuis des mois, son mari disait à Coralie : « *Sors de la maison, va voir des copines, fais les magasins.* » Ça a été les « gilets jaunes », au rond-point de la Satar, la plus petite des trois

cahutes autour de Marmande, plantée entre un bout de campagne, une bretelle d'autoroute et une grosse plate-forme de chargement, où des camions se relaient jour et nuit.

L'activité des « gilets » consiste ici à monter des barrages filtrants. Voilà les autres, ils arrivent, Christelle, qui a des enfants du même âge que ceux de Coralie, Laurent, un maréchal-ferrant, André, un retraité attifé comme un prince, 300 chemises et trois Mercedes, Sylvie, l'éleveuse de poulets. Et tout revient d'un coup, la chaleur de la cahute, la compagnie des humains, les « *Bonjour* » qui claquent fort. Est-ce que les « gilets jaunes » vont réussir à changer la vie ? Une infirmière songeuse : « *En tout cas, ils ont changé ma vie.* »

Le soir, en rentrant, Coralie n'a plus envie de parler que de ça. Son mari trouve qu'elle l'aime moins. Il le lui a dit. Un soir, ils ont invité à dîner les fidèles du rond-point. Ils n'avaient jamais reçu personne à la maison, sauf la famille bien sûr. « *Tu l'as, ton nouveau départ. Tu es forte* », a glissé le mari. Coralie distribue des tracts aux conducteurs. « *Vous n'obtiendrez rien, mademoiselle, vous feriez mieux de rentrer chez vous* », suggère un homme dans une berline. « *Je n'attends rien de spécial. Ici, on fait les choses pour soi : j'ai déjà gagné.* »

Rond-point Leclerc, 11 heures

Une clameur au bout de la rue, 150 élèves débarquent du lycée Val-de-Garonne, à Marmande, vers le rond-point Leclerc. Ils ont longtemps hésité à faire grève, les classes comptent une majorité de boursiers, anxieux pour leurs subsides.

Depuis les années 1990, Marmande et ses riches terres agricoles se sont abîmées dans le croissant de la pauvreté. « *Si je vois mon fils dans le cortège, ça va barder : il est censé préparer le bac S* », dit Antoine, un ancien de la pub et fervent « gilet jaune ».

D'un pas traînant d'ados, les lycéens embraient vers le Centre Leclerc, en face de la cahute. « *On va faire des pillages, comme à Paris ?* », se renseigne l'un, pas étonné. Ici, Leclerc, c'est bien plus qu'un hypermarché, un empire battant sa propre monnaie et tenu par une famille surnommée « les nababs de Marmande ». Très haut par-dessus les pompes, le prix du gasoil clignote en rouge : 1,39 euro aujourd'hui. On le consulte comme ailleurs le Dow Jones. En général, les autres grandes surfaces s'alignent.

Au début, ça se passait au mieux entre Leclerc et les « gilets jaunes », l'hyper leur avait même livré une palette de bouteilles d'eau. Puis le patron a estimé que la contestation avait assez duré et a envoyé des employés détruire la cahute pendant la nuit. « *On est restés deux jours sans abri : plus personne ne venait. Sans cabane, le mouvement disparaît* », dit un « gilet jaune ». Une autre a été construite de l'autre côté du rond-point.

Voyant arriver les lycéens, vigiles et gendarmes s'approchent. La jeune troupe a déjà fait demi-tour, traînant un unique chariot pour butin. Christophe, dit « Kéké », les accueille entre deux pins parasols, au milieu du rond-point. Employé à la SNCF, motard, prof de handball, syndiqué Sud Rail, un gros charisme et une petite barbe, Kéké est une des figures des « gilets jaunes » : « *On vous applaudit, les jeunes, mais que ce soit clair : si vous faites les cons, nous, les adultes, on se retirera et on vous laissera seuls avec les gendarmes. Vous vous ferez gazer, ce sera plié en une heure.* »

Les lycéens sont contre la réforme du bac, contre Parcoursup, contre la pause déjeuner qui dure quarante-cinq minutes seulement. « *Il faut faire un tract* », propose l'un. « *Un quoi ?* »



Opération des « gilets jaunes » à l'hypermarché Leclerc, près de Marmande, le 8 décembre.
ÉDOUARD ÉLIAS pour « Le Monde »

Un « gilet jaune » passe parmi eux avec des gâteaux sur un plateau. Installée depuis peu dans la région, Cécile se présente : « *Je suis une vilaine mélenchoniste. Je suis zadiste, j'ai fait Notre-Dame-des-Landes.* » Des cèpes poussent dans sa cuisine, elle a son propre potager. Demain, le 8 décembre, un samedi annoncé « noir », elle compte manifester à Paris. « *Ce sera violent, mais le monde a besoin d'images de violence pour se réveiller. Il faut un référendum pour renverser Macron.* »

Trois lycéennes parlementent : « *C'est très dangereux, madame, Marine Le Pen va passer. Vous êtes dans le Lot-et-Garonne, il y a une majorité de personnes blanches qui vivent là depuis des générations.* » Cécile, abasourdie : « *Tu ne veux pas destituer Macron ?* » Les lycéennes : « *Vous ne venez pas de province, vous ne comprenez pas.* »

Samedi 8 décembre. Rond-point Leclerc, 14 heures

Finalement, personne n'ira manifester à Paris. A Bordeaux non plus, et même Agen paraît soudain bien loin. La veille, Dorothée aussi était tentée « *de monter au front* » : « *Je sais que ce ne sera pas la fêria, mais j'ai besoin de voir par moi-même.* » Finalement non.

Dorothée, 42 ans, monteuse-câbleuse, 1 100 euros net, est l'une des deux porte-parole des « gilets » de Marmande. « *Ça faisait des années que je bouillais devant ma télé, à me dire : "Personne ne pense comme moi, ou quoi ?" Quand j'ai entendu parler des "gilets jaunes", j'ai dit à mon mari : "C'est pour moi."* »

A l'autre bout du rond-point, Yohann, l'autre porte-parole, est en train de se faire traiter de « *traître* » : il a négocié avec le maire (Constructifs/Agir) de Marmande, Daniel Benquet, et certains agriculteurs pour éviter le blocage de la ville. « *On doit être des "gilets jaunes" exemplaires, aucune dégradation* », sermonne Yohann, ton de bon pasteur. D'autres se mettent à l'accuser de viser une carrière politique, la pire insulte sur le rond-point. Lui, plus fort : « *Je veux juste faire chier, je le jure.* »

Kéké propose une action : tout le monde rentre dans le Leclerc « *en civil* » – c'est-à-dire sans gilet jaune –, remplit un chariot, puis se dirige vers les caisses. Coup de trompette, on enfle les gilets et on abandonne les courses en criant : « *On est le 8 du mois, et, désolés, on n'a déjà plus d'argent !* » Quelques petites voix se font entendre. Ici, tout le monde a plus ou moins un lien avec Leclerc, des proches qui y travaillent ou bien comme client, tout simplement. « *Je ne suis pas assez culottée pour y aller* », murmure quelqu'un.

Une vingtaine de volontaires finissent par se disperser dans les rayons, sous les affiches célébrant la « foire au porc ». Aucune consigne n'a été donnée sur la façon de remplir les chariots. Mais sans se concerter, tous – ou presque – y entassent la même chose : leurs fantasmes. L'une accumule des cadeaux de Noël démesurés pour les enfants (« *J'en ai trois à charge et 25 euros de budget pour chacun* »). Béret et allure de rentier bonhomme, Christian rafle des dessous féminins par brassées, bas et culottes exclusivement. Un couple s'offre les courses dont il rêve, que de la marque, même pour les boîtes de thon, et sans regarder les prix. C'est la première fois : « *D'habitude, on a la calculatrice à la main, ça prend des heures.* » Martine est perdue, elle ne va plus au Leclerc depuis longtemps. « *Trop cher.* »

Aujourd'hui, les virées dans les hypermarchés ont changé de goût. Fini la grande fête innocente des années 1980, avec son sentiment d'opulence et de liberté. « *On y va, bien obligé, mais humilié. Un jour, ça pétera aussi. La rage n'est plus très loin* », dit quelqu'un. Coup de trompette. Les gilets sortent, en même temps qu'une *Marseillaise*. Certains photographient le chariot qu'ils ne prendront pas. « *C'est déjà ça.* »

Dimanche 9 décembre. Rond-point de Samazan, 15 heures

On se croirait à un barbecue en famille, ça discute par groupes, un gobelet à la main. « *Au début, on ne savait pas où on mettait les pieds* », raconte une retraitée. Des gens arrivaient de partout, seuls en général, sans se connaître, pas très sûrs de rester. Personne n'osait vraiment se parler, certains n'ont rien dit pendant longtemps, dos courbé dans un coin. On les a vus peu à peu se redresser.

Et puis, que s'est-il passé ? Comment tout le monde s'est soudain retrouvé à déballer devant de parfaits inconnus – « *Des gens à qui on aurait marché dessus chez Leclerc à peine deux semaines plus tôt, sans les saluer* » – les choses les plus profondes de sa vie ? Des choses si intimes qu'on les cachait soigneusement jusque-là, « *sauf parfois entre amis, mais c'était gênant* ». La cahute est devenue le lieu où « *les masques tombent* ». Plus de honte. « *Ça fait dix ans que je vis sans sortir, à parler à ma chienne. Aujourd'hui, les digues lâchent* », dit une infirmière.

Chacun a son histoire, toujours très compliquée, mais toutes se ressemblent au fond, un enchevêtrement de problèmes administratifs, de santé, de conditions de travail. Pris à part, chacun des éléments paraît logique, voire acceptable, mais placés bout à bout, ils finissent par former une infernale machine à broyer.

Il est question, par exemple, de ces trois frères, placés dans trois centres aérés différents à cause des écoles, mais il est impossible de payer les trois notes et de les convoyer tous le mercredi : alors il a fallu choisir lequel resterait à la maison. Ou bien ce laboratoire de biotechnologie végétale, un des quatre en France, qui n'arrive pas à recruter : Marmande, c'est trop loin, disent les écoles, on préfère envoyer nos stagiaires au Kenya.

Vous voyez ces maisons en bord de route, que les voitures frôlent en passant ? Eux, c'est là qu'ils habitent. La mairie et l'école sont à 2 km, la poste à 7 km, le médecin et les impôts à 8 km, Intermarché à 9 km, l'hôpital à 25 km. Le travail de monsieur à 26 km. Ils ont une seule voiture. La suite du feuilleton dure une bonne heure. Mais dans la cahute, tout le monde la réclame.

« Ici, il n'y en a pas un plus haut que l'autre, personne pour te juger. » Un jeune homme en fauteuil roulant continue : « Dépendre de la société, c'est ce qui pouvait m'arriver de pire. On a une espèce de fierté, lâchons le mot. » Cet autre, un petit costaud, joue le Père Noël dans les écoles et les supermarchés, payé en nature. « Je vis au black, en fait. » La voiture de celui-là roule sans contrôle technique. « On est tous passés hors la loi, sans même le vouloir. On n'a même plus peur des gendarmes. Qu'est-ce qu'on va devenir ? »



Sur le rond-point de la Satar, près de Marmande, le 10 décembre. ÉDOUARD ÉLIAS pour « Le Monde »

Le rond-point de Samazan se trouve entre le péage de l'autoroute – dont les « gilets jaunes » ouvrent régulièrement les barrières sans faire payer – et le village du même nom, 883 habitants. Si les maires des alentours soutiennent en général le mouvement, l'édile de Samazan est un des seuls à porter le gilet jaune. Cette année, deux agriculteurs de la commune se sont fait saisir les terres. Quatre tracteurs de la Coordination rurale viennent parfois tourner sur les carrefours, solidaires, mais avec leurs propres problèmes. Finalement, les routiers ne feront pas grève, revendications acceptées. Les lycéens non plus : pas de transport collectif, et les parents renâclent à les conduire au rond-point.

Lundi 10 décembre. Rond-point Leclerc, 20 heures

On est quel jour ? Le 10 ? Celui où Emmanuel Macron doit prendre la parole ? Non, celui où les retraites sont versées, voilà la grande attente qui occupe les conversations.

Ça y est, le président s'est mis à parler, on le regarde dans la cahute sur une tablette. « Il annoncera son départ », pronostique Kéké. Macron est l'unique homme politique dont le nom est prononcé sur les ronds-points de Marmande, jamais aucun autre.

La politique est prohibée : un militant communiste a bien essayé de tracter, puis un petit couple – lui en costume, elle en blouson de cuir –, se disant France insoumise. Tous ont été chassés. Le seul discours commun évoque les « privilégiés de la République », députés, énarques, ministres, sans distinction, à qui « on ne demande jamais de sacrifices ». En fait, c'est à eux qu'on en veut, bien davantage qu'aux multinationales ou aux patrons.



Les « gilets jaunes » réunis pour assister au discours d'Emmanuel Macron, au rond-point de la grande surface Leclerc, près de Marmande, le 10 décembre. ÉDOUARD ÉLIAS pour « Le Monde »

Fabien attend un coup d'Etat militaire, « *restaurer la discipline et le respect* ». Un autre est sûr qu'Emmanuel Macron va lever une armée de migrants, « *qui sont tous des guerriers* », pour mater les pays récalcitrants dans l'Union européenne. Cette armée pourrait finir par le renverser. Chacun s'écoute sans broncher, personne ne contredit personne. « *On va vers la troisième guerre mondiale* », conclut quelqu'un. Puis ça rigole quand même. « *Vous vous imaginez dire ça à table, en famille ? Tout de suite, ça déraperait.* »

L'allocution est finie. Macron est toujours président. « *Il nous a servi du flan, ou quoi ?* », demande Nico, interloqué. Silence général. Dehors, un gendarme monte la garde. « *Des gens qui n'auraient jamais dû se rencontrer se mettent ensemble. Ça fait peur.* »

Mardi 11 décembre. Rond-point Leclerc, 8 heures

Des « gilets » du rond-point de Samazan sont venus en visite. On échange quelques mots.

« *A votre rond-point, vous avez des gens de couleur ?* »

– *Pourquoi ?*

– *On dirait que le mouvement ne les arrange pas. Ici, il n'y a que des gens comme moi, des purs Français.*

– *Attention, je ne suis pas raciste. Je vais prendre leur défense.*

– *Moi non plus, je ne suis pas raciste, sauf pour une tranche d'âge, les 12-25 ans. Pas plus. En tout cas, c'est la première fois que je parle avec quelqu'un qui soutient les migrants.* »

Le premier samedi où elle est venue, cette présidente d'association a failli s'en aller. « *J'étais à la torture. Ils se lâchaient sur les Arabes qui profitent.* » Puis elle s'est dit : « *On est là, il faut essayer.* » Curieusement, son mari, fonctionnaire, ne s'est pas mis en colère comme avec leurs amis qui votent Marine Le Pen. Il discute. Oui, ici, c'est possible, chacun fait en sorte que tout se passe bien. La conversation a repris. « *Certains Arabes peuvent être méchants, ça dépend de leur degré de religion.* »

Comme par miracle, Zara et Fatma apparaissent à cet instant précis, en foulards imprimés léopard, pour offrir un grand plat de couscous. « *Trop timides pour se faire voir* », disent-elles, en repartant sur la pointe des pieds. Tout le monde mange du couscous. Un gendarme passe. La direction de Leclerc vient de couper ses dotations aux associations et à certaines communes : trop d'argent perdu à cause des « gilets jaunes ».

Mercredi 12 décembre. Rond-point Leclerc, 17 heures

Mathieu, un routier, gare son camion sur le terre-plein. Il annonce avoir reçu un message du maire de Marmande, Daniel Benquet : « *Je souhaiterais avoir les doléances des "gilets jaunes" pour en faire part au premier ministre.* » Mathieu a immédiatement répondu : le référendum d'initiative citoyenne, visant notamment certains personnages politiques quand le peuple ne se sent plus représenté. Emmanuel Macron, par exemple. Le maire – qui n'avait pas l'air emballé, selon Mathieu – a demandé s'il y en avait d'autres.

« *Je me suis permis de dire que c'était la seule* », dit Mathieu. Sous la cahute, Yohann vient d'arriver. « *Moi, je vais monter à Paris. Il faut les attaquer intra-muros : aller marcher sur les bobos.* » « *Les quoi ?* », demande quelqu'un. « *Les gens de la métropole qui nous qualifient de sauvages, qui nous méprisent parce qu'on ne pense pas et qu'on ne vit pas comme eux.* » Yohann bombe le torse, en mimant des « Bonjour », lèvres pincées. Il est lancé : « *Oui, je me suis durci. J'ai une haine, ça me bouffe, ça me réveille la nuit. Je me retiens depuis si longtemps.* »

Il irait même tout de suite, s'il pouvait. Mais il y a celle qui vient de lui téléphoner et qu'il appelle « Madame », puis cette maison pour laquelle il s'est endetté et qui est sa « *revanche à prendre* ». Dehors, ça pleut dru. Il remet son manteau. Le père de Yohann est employé à la blanchisserie de l'hôpital. Sa mère est femme de ménage. Lui travaille dans les pièces détachées pour automobiles. Classe moyenne, dit-il. Les mains se serrent. Ça va aller ? Il s'excuse. « *Je ne sais pas ce qui m'a pris.* »

Un « gilet jaune » demande qu'on le raccompagne à sa voiture : celle des gendarmes est à côté, on ne sait jamais. Lui, c'est un petit retraité qui se met soudain à raconter sa guerre d'Algérie. Puis s'arrête. « *Est-ce qu'on va nous laisser respirer ?* » Alors, un gendarme : « *La lutte continue.* » A la demande d'un hôtel cette fois, la cahute a dû être à nouveau déplacée.

Le Monde du 15 décembre 2019